



6 juillet 2023

Les défis de la démocratie représentative en période d'instabilité

Document d'information

« Nous considérons que la démocratie est le seul moyen de garantir que chaque personne puisse vivre dans une société pacifique, prospère et libre. Nous respecterons les obligations qui nous incombent en vertu du droit international. Nous éviterons le recul de la démocratie sur notre continent et nous y résisterons, y compris dans les situations d'urgence, de crise et de conflits armés, et nous nous opposerons fermement aux tendances autoritaires en renforçant les engagements communs pris en qualité d'États membres du Conseil de l'Europe. »

***Principes de Reykjavík pour la démocratie
4^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe***

Introduction

Le concept de démocratie représentative est la pierre angulaire de la gouvernance moderne. Il fournit un cadre pour la participation des citoyens, la prise de décision politique et la responsabilité. Face à l'instabilité croissante et à la transformation rapide de la société, la démocratie représentative est toutefois confrontée à des défis complexes, multiformes et interdépendants.

Que peut-on faire pour protéger les principes de la démocratie représentative face aux défis tout en veillant à ce qu'elle reste en phase avec le changement ?

Technologie et changement sociétal

L'un des principaux défis découle de l'évolution de la dynamique de l'opinion publique et des attentes des citoyens. Le développement des technologies modernes de communication a modifié de manière radicale la diffusion de l'information. Si les plateformes numériques ont permis aux individus d'exprimer plus facilement leurs opinions, elles ont entraîné une fragmentation du discours public.

Dans le même temps, l'essor des plateformes de médias sociaux a amplifié la diffusion de fausses informations et a contribué à la polarisation des sociétés. L'individualisation croissante des préférences et la tendance à long terme à la disparition des ancrages idéologiques au sein des populations se reflètent dans la baisse générale de la participation électorale et dans le déclin de l'adhésion aux partis politiques. La désillusion des citoyens et la déconnexion entre ceux-ci et leurs institutions représentatives ont encore aggravé ces tendances.

Les partis politiques tentent de s'adapter, cherchant de nouveaux moyens de s'engager auprès des citoyens. Pourtant, le microciblage politique en ligne, la publicité politique et le financement participatif soulèvent un certain nombre de questions concernant la protection des données, la transparence et la manière de faire de la politique à l'ère numérique.

Face à l'évolution des technologies numériques et à leur omniprésence dans nos sociétés, les démocraties doivent être équipées pour minimiser les risques et exploiter les opportunités. Assurer des élections libres et équitables, garantir un discours politique significatif et réglementer les campagnes politiques sont des priorités essentielles en vue de protéger les fondements de la démocratie représentative.

L'ingérence étrangère

Les défis inhérents à nos sociétés sont exacerbés par des facteurs externes. L'ingérence étrangère est l'activité délibérée et secrète entreprise par un État étranger pour influencer les processus démocratiques et politiques nationaux. Si l'ingérence étrangère peut prendre différentes formes, elle vise souvent la population dans son ensemble et s'appuie sur les médias sociaux pour propager la désinformation, fomenter des divisions et accentuer les tensions présentes dans les sociétés.

Récemment, de nombreux exemples d'ingérence étrangère dans le cadre de campagnes électorales ont été documentés, avec des risques évidents pour l'intégrité du processus électoral et la légitimité des résultats qui en découlent.

Le développement de la résilience sociétale et la promotion d'une plus grande sensibilisation et d'une éducation numérique parmi les populations font partie de la boîte à outils pour lutter contre cette menace. Dans le même temps, toute législation introduite pour contrer l'ingérence étrangère doit être cohérente avec les valeurs fondamentales et défendre la protection des droits humains.

Élections, confiance et sécurité

Des élections libres et équitables sont la pierre angulaire de la démocratie représentative. Remédier à la baisse de la participation électorale, veiller à ce que l'électorat puisse se forger librement une opinion sans manipulation, protéger l'intégrité du processus électoral et garantir le plein respect des normes internationales et des meilleures pratiques sont des conditions préalables essentielles à la légitimité des organes élus.

Garantir la légitimité et la fiabilité des institutions publiques est essentiel pour la confiance des citoyens dans le système politique. C'est pourquoi il est d'autant plus important de consolider et de protéger le caractère démocratique des élections et de renforcer ainsi le lien entre l'expression du peuple et le résultat effectif du vote.

La confiance des citoyens ne dépend toutefois pas seulement de la manière dont les parlements et les responsables sont élus, mais aussi de la manière dont ils travaillent et se comportent. Les institutions représentatives devraient incarner de manière exemplaire les cultures et les valeurs démocratiques. Elles doivent respecter le rôle, les attributions et les prérogatives de chacun, tout en adhérant aux normes éthiques les plus élevées.

Par un phénomène croissant qui suscite de vives préoccupations, les parlementaires sont de plus en plus la cible de discours de haine, de menaces à leur sécurité et de violences pures et simples. Certains d'entre eux ont été assassinés. Les discours de haine contre les femmes en politique sont particulièrement répandus. Comme mentionné dans les conclusions de la Conférence des présidentes et présidents de parlement de 2021, qui a eu lieu quelques jours après l'assassinat de Sir David Amess, membre du parlement du Royaume-Uni, il faut que la sécurité des parlementaires soit garantie et qu'ils puissent continuer à exercer leurs fonctions, à servir les citoyennes et citoyens et à s'engager auprès de leurs électrices et électeurs sans céder à la peur. « Nous ne pouvons pas laisser les attaques faire obstacle à la démocratie ».

Des moyens innovants pour l'engagement des citoyens

Si les élections libres et équitables sont l'élément constitutif de l'engagement des citoyens dans la démocratie représentative, des approches novatrices de la participation politique ont été explorées ces dernières années.

En adoptant la technologie au moyen d'outils et de plateformes numériques, par exemple, les institutions publiques peuvent améliorer la transparence, favoriser le dialogue et combler le fossé entre les citoyens et les représentants élus.

La création de canaux de participation en ligne peut également conduire à un engagement plus actif de la part des jeunes, ce qui est important pour permettre aux institutions représentatives de concevoir des politiques qui intègrent le point de vue de la jeunesse et prennent en compte la durabilité à long terme.

En outre, l'implication des citoyens dans les processus décisionnels par le biais de formes délibératives et participatives de démocratie peut compléter la démocratie représentative et améliorer la qualité et l'appropriation de la prise de décision publique.

La société civile peut jouer un rôle essentiel non seulement dans les délibérations publiques et l'élaboration des politiques, mais aussi en contribuant à la responsabilisation des institutions représentatives. Une démocratie représentative dynamique et forte nécessite donc un environnement sûr et favorable dans lequel la société civile peut opérer sans entrave, sans insécurité et sans violence.

L'incertitude économique

Les incertitudes économiques ont entraîné une augmentation des inégalités de revenus, de la précarité de l'emploi et une répartition inégale des ressources. Ces disparités socio-économiques peuvent creuser le fossé entre les représentants élus et les personnes qu'ils servent, exacerbant les disparités régionales au sein du continent.

Lorsqu'une partie importante de la population se sent laissée pour compte, marginalisée ou économiquement défavorisée, cela peut entraîner des troubles sociaux et une perte de confiance dans la capacité de la démocratie représentative à répondre efficacement à ses préoccupations.

La responsabilité et la réactivité face à ces incertitudes économiques sont de plus en plus complexes en raison de la mondialisation. Elles ont été mises à rude épreuve par la réponse à la pandémie de covid-19 et par les vastes conséquences économiques de la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

Recul démocratique et tendances autoritaires

La démocratie recule dans le monde entier et l'Europe n'échappe pas à ce phénomène. Ces dernières années, l'érosion des garanties démocratiques - affaiblissement des contre-pouvoirs, du rôle de l'opposition et du respect de l'État de droit, couplé à des limitations injustifiées de l'exercice des droits et libertés civils et politiques - a progressé parallèlement à la perte de confiance des citoyens dans les institutions démocratiques.

Des tendances populistes, nationalistes, ethnocentriques et autoritaires se sont développées sur le terrain fertile créé par les inquiétudes de la société et se reflètent dans les résultats électoraux d'un certain nombre d'États membres du Conseil de l'Europe.

Lors du Sommet de Reykjavik, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté une position ferme contre le recul démocratique, y compris dans les situations d'urgence, de crise et de conflit armé, et ont promis de s'opposer fermement aux tendances autoritaires en renforçant leurs engagements communs en tant que membres du Conseil de l'Europe.

Questions à débattre :

- Quels sont les défis et les opportunités liés à l'essor des plateformes de médias sociaux ?
- Dans un contexte de changements sociaux et technologiques, que peuvent faire les parlements nationaux pour mieux répondre aux attentes des citoyens ?
- Face aux disparités socio-économiques croissantes et aux incertitudes économiques, comment les démocraties peuvent-elles rester représentatives et inclusives ?
- Que peuvent faire les parlements pour renforcer la confiance des citoyens ?
- Quel est l'héritage de la pandémie de covid-19 sur le fonctionnement des institutions représentatives ?
- Comment les parlements peuvent-ils réagir efficacement aux tendances au recul de la démocratie et protéger les valeurs démocratiques ?
- Comment les parlements nationaux protègent-ils leurs propres pratiques contre les ingérences étrangères ou malveillantes ?
- Que peut-on faire pour lutter contre le phénomène du discours de haine et des crimes de haine contre les élus ? Comment peut-on assurer leur sécurité ?
- Quels rôles les parlements peuvent-ils jouer pour favoriser l'engagement des citoyens et la participation politique ? Comment ces efforts peuvent-ils faciliter un plus grand engagement de la jeunesse ?
- Quels mécanismes spécifiques, quotas ou autres mesures les parlements pourraient-ils introduire ou ont-ils introduits pour garantir la représentation de la jeunesse ?

Annexe : Documents de référence clés

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

[Résolution 2444 \(2022\)](#) « La sécurité en Europe face à de nouveaux défis: quel rôle pour le Conseil de l'Europe? »

[Résolution 2347 \(2022\)](#) « Sauvegarder et promouvoir la démocratie véritable en Europe »

[Résolution 2341 \(2020\)](#) « La nécessité d'une gouvernance démocratique de l'intelligence artificielle »

[Résolution 2326 \(2020\)](#) « La démocratie piratée? Comment réagir? »

Conseil de l'Europe

4^e Sommet du Conseil de l'Europe, [Unis autour de nos valeurs - Déclaration de Reykjavík](#), 2023

Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, [Rapport sur la Situation de la Démocratie, des Droits Humains et de l'État de Droit](#), « Une invitation pour un nouvel engagement en faveur des valeurs et des normes du Conseil de l'Europe », 2023

Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, [Rapport annuel](#), « Aller de l'avant », 2022.